



Original: Anglais

**ATELIER RÉGIONAL DE VALIDATION
DE LA
DIRECTIVE SUR LES ÉVALUATIONS SEXOSPÉCIFIQUES DANS LES PROJETS
ÉNERGÉTIQUES**

Accra, Ghana, 26 – 28 juin 2017

Rapport définitif

I. INTRODUCTION

1. Le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC) a organisé un atelier de trois jours sur le genre et les infrastructures énergétiques afin de valider le projet de Directive de la CEDEAO sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques. L'atelier s'est déroulé du 26 au 28 juin 2017, au Kempinski Hotel, à Accra, au Ghana.
2. L'atelier de la CEDEAO sur le genre et l'énergie est organisé conjointement avec le Département des affaires sociales et du genre de la CEDEAO, le Système d'Échanges d'Énergie Électrique Ouest Africain (WAPP), l'Autorité de régulation régionale du secteur de l'électricité de la CEDEAO (ARREC), l'Autorité en charge du projet de gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (APGAO) et l'Unité de préparation et de développement des projets d'infrastructures de la CEDEAO (PPDU), et en partenariat avec PowerAfrica/USAID et le Centre des solutions d'énergie propre (CESC).
3. L'atelier a accueilli plus de 100 (54 femmes et 60 hommes) représentants des ministères de l'Énergie et des agences de réglementation de la région de la CEDEAO, des organisations de la société civile (OSC), des universités et institutions de recherche, des partenaires de développement, et des représentants d'autres institutions concernées.
4. L'événement comprenait:
 - (a) Des séances de formation sur les liens entre le genre et l'énergie et les évaluations d'impacts sexospécifiques dans le secteur de l'énergie ;
 - (b) Des séances techniques pour présenter et discuter des conclusions du rapport de l'étude préliminaire sur le « développement d'un instrument juridique d'évaluation sexospécifique dans la planification et le développement des infrastructures énergétiques au sein de la CEDEAO » ; et
 - (c) Des séances techniques pour présenter et examiner le projet de Directive de la CEDEAO sur les évaluations spécifiques dans les projets énergétiques et le modèle de réglementation qui guidera la mise en œuvre au niveau des États membres.
5. Au nombre des participants figuraient les représentants des ministères de l'Énergie et les agences de régulation des États membres suivants :
 - La République de BENIN
 - La République de BURKINA FASO
 - La République de CAP-VERT
 - La République de GAMBIE
 - La République de GHANA
 - La République de GUINÉE
 - La République de GUINÉE-BISSAU
 - La République de LIBERIA
 - La République de MALI
 - La République de NIGER
 - La République Fédérale de NIGERIA
 - La République de SIERRA LEONE

- La République de TOGO
6. Les institutions suivantes de la CEDEAO ont été représentées:
- Le Département de l'énergie de la CEDEAO
 - Le Département des Affaires Sociales et du Genre de la CEDEAO
 - La Direction des affaires juridiques de la CEDEAO
 - L'Autorité de régulation régionale du secteur de l'électricité de la CEDEAO (ARREC)
 - L'Unité de préparation et de développement des projets d'infrastructures de la CEDEAO (PPDU)
 - Le Centre de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO (CCRE)
 - L'Autorité en charge du projet de gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (APGAO)
 - Le système d'Échanges d'Énergie Electrique Ouest Africain (EEEOA)
7. Les autres institutions représentées sont:
- Abibiman Foundation
 - Action Solidaire
 - Anomena Ventures
 - Concern Health
 - Defence Against Aids, Poverty and Underdevelopment
 - Dynamic Women Organization
 - Le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté d'Afrique de l'Est (EACREEE)
 - L'ambassade d'Espagne
 - Energy4Impact
 - Foundation for Future Worker International
 - Ghana Alliance for Clean Cookstoves
 - Grass to Grace Foundation
 - Green Energy and Power Efficiency
 - Le laboratoire national sur les énergies renouvelables (NREL)
 - Nigerian Women agro allied farmer holdings
 - L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
 - L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)
 - Relieve Ghana
 - Le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la SADC (SACREEE)
 - The Light Foundation
8. Les maisons de presse suivantes ont été représentées:
- Citinews
 - FTV
 - Ghana News Agency (Media)
 - Ghana Today Television (GTV)
 - GHOne TV
 - United Television Ghana (UTG)
 - TV3, etc

9. Voir l'annexe A pour la liste complète des participants

II. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

10. L'atelier a débuté à 9h30, avec l'allocation de Mme Monica Maduekwe, Coordinatrice du Programme de la CEDEAO sur l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie, qui a profité de l'occasion pour souhaiter la bienvenue aux participants et présenter les invités de la table d'honneur. Les allocutions de bienvenue et les discours d'ouverture se sont succédés dans l'ordre suivant:

A. Allocutions de bienvenue

11. **M. Mahama Kappiah, directeur exécutif du CEREED** - Dans son allocution de bienvenue, M. Kappiah a rappelé que l'initiative visant à élaborer une Directive régionale sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques faisait suite à une recommandation de l'atelier de validation de la politique de la CEDEAO pour l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie, tenu du 4 au 5 juin 2015, à Dakar, au Sénégal. Il s'est dit persuadé que la Directive, une fois mise en œuvre au niveau régional et national, permettra de garantir une intégration et une prise en compte plus sérieuse de la dimension genre dans les projets du secteur énergétique.
12. **Mme Victoria Healey, directrice de projet, NREL** - Mme Healey a décrit les objectifs du Centre des solutions d'énergie propre (CESC) qui collabore avec Power Africa pour soutenir l'élaboration de la Directive. Elle a mis l'accent sur le soutien apporté par CESC / Power Africa à l'élaboration de la Directive régionale sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques.
13. **M. Alex Deprez, Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest de USAID/Power Africa** - M. Deprez a souligné que la réalisation des objectifs de Power Africa dépendra de la capacité du continent à exploiter les talents et le potentiel de sa population masculine et féminine, notant que c'est la raison pour laquelle les États-Unis sont enthousiastes de soutenir «les efforts ambitieux du CEREED dans le cadre de l'élaboration de la Directive de la CEDEAO sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques». Il a terminé son discours en précisant que le travail du CEREED faisant figure de proue dans l'intégration du genre dans le secteur de l'énergie permettra d'atteindre les objectifs de transformation du secteur de l'énergie en Afrique.

B. Discours d'ouverture:

14. **Honorable Morlaye Bangoura, Commissaire de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO** - L'honorable Morlaye Bangoura a commencé par remercier l'ensemble des participants pour leur disponibilité à travailler sur le document un jour férié. Il a rappelé que leur présence témoigne clairement de leur engagement à faire progresser la politique du développement au sein de la CEDEAO. Il a remercié le gouvernement et le peuple ghanéen d'avoir accueilli la rencontre et contribué à son organisation. Concernant le but de la Directive

de la CEDEAO sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques, le Commissaire a noté que les femmes et les autres groupes vulnérables ne sont parfois pas consultés convenablement dans l'élaboration des projets d'infrastructures énergétiques, d'où l'intérêt qu'ils portent à leur prise en compte appropriée dans les projets d'infrastructures énergétiques. Il a souligné que les projets mis en œuvre dans la région de la CEDEAO devraient profiter de manière optimale à tous les citoyens. Il a donc salué le travail sur la Directive et a terminé en remerciant tous ceux qui y participent.

- 15. Représentante de Son Excellence, Mme Maria Alonso, Ambassadrice d'Espagne au Ghana** - Son Excellence, Mme Maria Alonso, était représentée par Mme Maria Perez, Chef de mission adjointe au Ghana. Selon les propos de l'Ambassadrice, la pauvreté a le visage d'une femme et la représentation des femmes dans les prises de décision dans le secteur public et privé est encore très faible, y compris dans le secteur de l'énergie. Elle a salué la mise au point de la Directive, affirmant qu'elle débouchera sur un cadre réglementaire qui garantira la prise en compte et l'intégration des intérêts des hommes et des femmes lors de la mise en œuvre des projets énergétiques dans la région ainsi que le partage équitable des bénéfices découlant de tels projets.
- 16. Représentant de l'honorable Boakye Kyeremateng Agyarko, Ministre de l'Énergie du Ghana**- L'atelier a été officiellement ouvert par l'honorable Boakye Kyeremateng Agyarko, représenté par M. John Nuworklo, Directeur de la Génération et de la Transmission du Ministère de l'Énergie du Ghana. Dans son discours d'ouverture, il a salué l'effort de collaboration des institutions de la CEDEAO et des États membres, qui a mené au projet de Directive. Il a conclu en soulignant que la Directive régionale fournit aux États membres de la CEDEAO un cadre permettant d'améliorer le sort des pauvres en veillant à la protection et à la prise en charge convenables des personnes vulnérables dans les communautés touchées par le projet, à la distribution équitable des compensations, à la création d'emplois pour les hommes et les femmes et au respect général des droits de l'homme.

III. ÉLECTION DU BUREAU

17. L'atelier a été présidé par le Togo à travers l'actuel président de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO et président statutaire des sessions régionales, représenté par M. Abbas Aboulaye, directeur technique de l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité (ARS) au Togo.
18. Les rapporteurs étaient Mme Amina Aboubacar Sékou Ba, Chef du Département juridique de l'Autorité de régulation du Secteur de l'énergie (ARSE) du Niger, et M. Tamba Kellie, Directeur général de la Commission de régulation de l'électricité et de l'eau (EWRC) de la Sierra Leone.

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

L'ordre du jour proposé a été adopté sans modification.

- I. Séance d'ouverture

II. Séances de formation

- Évaluations sexospécifiques dans le secteur de l'énergie: pourquoi, quoi, comment?
- Mise en œuvre de la Directive de la CEDEAO sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques

III. Points de discussion

1. Rapport d'étude préliminaire pour la Directive de la CEDEAO sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques
2. Projet de Directive sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques
3. Plan d'action pour la mise en œuvre de la Directive sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques

V. SÉANCES DE FORMATION

19. Le ton de la formation a été donné par Mme Monica Maduekwe du CEREEC. Elle a présenté la portée, les objectifs et les résultats attendus de l'atelier. Mme Maduekwe a expliqué que l'objectif de la formation était de permettre aux participants d'évaluer les questions et de soutenir le processus de révision du projet de Directive.
20. La formation sur les **Évaluations sexospécifiques dans le secteur de l'énergie - Pourquoi, quoi et comment** a été animée par Mme Gabriela Factor, une experte en étude d'impact de Community Insights Group. Grâce à des présentations interactives appuyées par des exemples tirés d'études de cas et d'exercices de groupe participatifs, Mme Factor a formé les participants sur les impacts négatifs de l'élaboration de projets d'infrastructures insensibles au genre, la nécessité d'évaluer les aspects liés au genre dans le secteur de l'énergie, les stratégies d'identification des impacts sexospécifiques, les approches visant à minimiser les impacts négatifs et à maximiser les avantages des projets énergétiques ainsi que les problèmes clés à aborder lors de l'évaluation et de la gestion des questions sexospécifiques relatives aux projets énergétiques au sein de la CEDEAO.
21. La formation sur l'Application de la Directive de la CEDEAO sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques a été dispensée par Dr Samuel Saunders, avocat associé à Sullivan et Cromwell. Au cours de celle-ci, il a décrit les étapes de mise en œuvre de la Directive et les différentes possibilités offertes aux États membres quant à la rédaction de leur propre loi ou règlement. Cela inclut le choix de l'instrument juridique, de l'autorité compétente, de la décision concernant les seuils les plus adaptés au secteur énergétique du pays, les étapes permettant de déterminer si des évaluations spécifiques sont nécessaires, les potentiels défis juridiques, les conflits de droit et le rôle des institutions de la CEDEAO dans le processus.
22. Par ailleurs, la présentation du Dr. Ellen Morris, présidente et fondatrice de Sustainable Energy Solutions, a porté sur le cadre de formation et les besoins en formation, décrivant les objectifs clés des programmes de formation ainsi que les options de formation.

VI. POINTS DE DÉCISION

Point 1: Rapport d'étude préliminaire pour la Directive de la CEDEAO sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques

23. Le rapport d'étude préliminaire a été présenté par Dr. Ellen Morris. Elle a décrit le fondement de l'étude et l'approche utilisée pour la réalisation de l'étude, soulignant que, en plus de la recherche documentaire, 19 personnes intervenant dans des organismes nationaux et régionaux de réglementation de l'environnement et de l'énergie de la CEDEAO ont été interrogées et qu'un sondage en ligne a été lancé pour recueillir davantage d'informations auprès des experts à l'intérieur et à l'extérieur de la CEDEAO.
24. Concernant l'importance d'une Directive sur le genre et l'énergie, elle a déclaré que l'étude indiquait un consensus sur le fait que les évaluations d'impacts sexospécifiques sont nécessaires et importantes, qu'elles devraient être une obligation juridique et une condition préalable à l'investissement. Elle a également noté que la majorité des répondants à l'enquête préférerait une réglementation autonome, notant que cela permettrait de veiller à la réalisation des évaluations sexospécifiques, ce qui permettrait aux gouvernements de la CEDEAO de s'attaquer aux obstacles et défis liés au genre dans le développement des infrastructures énergétiques.

Point 2: Projet de Directive sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques

25. Mme Obii Onuoha, conseillère juridique représentant la Direction des affaires juridiques de la Commission de la CEDEAO, a effectué une présentation du projet de Directive, en mettant l'accent sur la base juridique de la Directive.
26. Une présentation plus détaillée de la Directive a été effectuée par Dr. Samuel Saunders. Il l'a décrite comme un nouvel outil juridique visant à aider les États membres de la CEDEAO à évaluer et à atténuer les impacts sexospécifiques des projets du secteur énergétique, ajoutant qu'il faudrait que les États membres adoptent des lois nationales appropriées pour s'assurer qu'un plan d'évaluation et de gestion de la dimension genre est préparé avant d'approuver la mise en œuvre d'un projet énergétique.
27. Son exposé a porté sur les objectifs de la Directive et sur ses dispositions en matière d'exigences relatives aux évaluations sexospécifiques et aux plans de gestion de la dimension genre, les rapports d'évaluation sexospécifique, les rapports de suivi des performances axées sur le genre, l'examen et l'approbation des rapports et des plans, etc.

Point 3: Plan d'action pour la mise en œuvre de la Directive sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques

28. Un plan d'action préliminaire pour la mise en œuvre de la Directive a été présenté par Mme Maduekwe et le Dr Saunders, décrivant les mesures, les activités, les entités responsables, les organismes connexes et les dates d'échéance.

VII. RÉSULTAT DES DÉLIBÉRATIONS

Section 1: Rapport de l'étude préliminaire sur la Directive de la CEDEAO relative aux évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques

29. Aucune remarque pertinente n'a été faite sur le Rapport.

Section 2: Projet de Directive sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques

30. Le projet de Directive a été passé en revue par les participants chapitre après chapitre, article après article. Des commentaires ont été faits en vue de son amélioration. Il a ensuite été validé sous réserve que les consultants incorporent les commentaires formulés dans la version définitive.

31. Les principaux commentaires sont de revoir la traduction en français de la Directive afin de la rendre fidèle à la version anglaise.

32. Dans l'annexe B figure le résumé d'autres observations spécifiques faites par les participants.

Section 3: Plan d'action pour la mise en œuvre de la Directive relative aux évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques

33. Aucune question n'a été soulevée concernant le Plan d'action. Il a été convenu que la version préliminaire sera distribuée aux participants afin de recueillir leurs observations.

VIII. CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

34. Durant la cérémonie de clôture, l'Honorable Commissaire de l'énergie et des mines, Dr Morlaye Bangoura, a salué et donné la parole au Directeur exécutif du Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la SADC (SACREEE), M. Kudakwashe Ndhlukula.

35. M. Ndhlukula s'est réjoui d'avoir été invité à l'événement et a fait remarquer que les défis sexospécifiques et énergétiques présents en Afrique occidentale ne sont pas différents de ceux qu'on trouve en Afrique australe. Il a fait savoir que le SACREEE en tant que centre nouvellement créé, a beaucoup à apprendre du CEREEC.

36. Dans sa conclusion, L'Honorable Commissaire a remercié les participants de leurs efforts assidus envers la promotion des droits des femmes dans le secteur énergétique. Il a déclaré que l'atelier a permis de mettre en évidence la manière dont les hommes et les femmes sont touchés différemment par le développement des infrastructures énergétiques, en insistant sur le fait que les projets financés par les gouvernements de la région concernée devraient prêter attention aux sexospécificités et aux incidences environnementales du projet.

37. Le président, M. Abbas Abdoulaye a prononcé la clôture officielle de l'atelier. Il a félicité les participants pour avoir validé avec succès le document. Il a fait remarquer que la génération actuelle a la responsabilité de poursuivre le travail des pères fondateurs de la CEDEAO sur le développement économique régional. Il a exhorté les participants à s'assurer que le document ne soit pas oublié au fond d'un tiroir, mais qu'il soit plutôt exploité.
38. En guise de conclusion, il a salué le dévouement et l'engagement du Directeur général du CERECC en faveur du genre et de l'énergie, raison pour laquelle la CEDEAO a confié ce domaine d'expertise au CERECC.

IX. RECOMMANDATIONS

L'atelier a formulé les recommandations suivantes:

39. Les États membres de la CEDEAO devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour informer leurs autorités des clauses de la Directive et soutenir son adoption et sa mise en œuvre.
40. Les institutions de la CEDEAO devraient prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'accélérer la procédure d'adoption par l'organe statutaire de la CEDEAO, de même qu'elles devraient accompagner les États membres dans la vulgarisation la Directive dans leur pays.
41. Le détail des autres mesures spécifiques figure dans le Plan d'action.

FAIT À ACCRA LE 28 JUIN 2017

Sous la présidence de



M. Abbas Abdoulaye

ANNEXE A – LISTE DES PARTICIPANTS

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
ECOWAS Ministries, Departments and Agencies (MDAs)						
1	Mr	Amine Bitayo	Kaffo	Direction Générale de l'Energie Ministère de l'Energie et de l'Eau	Directeur Général de l'Energie	Benin
2	Ms	Angèle Y.	ALAPINI	Ministère de l'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables	ECOW-GEN TAG	Benin
3	Mr	Bare	Ouoro	L'Autorite de Regulation de l'Electricite	Representant le Directeur General	Benin
4	Mr	Kïbsa Issaka	Nong-Nogo	Ministere des Mines, et de l'Energie	Representant le Directeur General des energies renouvelables	Burkina Faso
5	Mr	Damba	Ouoba	Directorate of Technical Services and Regulatory Affairs	Chef de service Etudes juridiques	Burkina Faso
6	Ms	Karine	Monteiro	Agência de Regulação Económica	Administradora	Cabo Verde
7	Mr	Kemo	Ceesay	Ministry of Energy	Director	Gambia

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
8	Mrs	Pulo	Taal	MINISTRY OF ENERGY	Assistant Secretary	Gambia
9	Mr	Kofi	AGYARKO	Energy Commission	ECOW-GEN TAG	Ghana
10	Mrs	Judith	Oppong-Tawiah	Energy Commission	Head (Human Resources)	Ghana
11	Mr	Chris	Anago	Ministry of Energy	Deputy Director	Ghana
12	Mr	John	Nuworklo	Ministry of Energy	Representative of the Minister for Energy, Hon. Boakye Agyarko	Ghana
13	Ms	Doris	Duodu	Ministry of Energy	Senior Programme Officer	Ghana
14	Ms	Faustina	Naba	Ministry of Energy	Junior Programme Officer	Ghana
15	Dr	Cheick Fall	Cissoko	Ministère de l'Énergie	Directeur National de l'Énergie	Guinea
16	Mrs	Hawa	Dioubate	Ministère de l'Énergie	ECOW-GEN TAG	Guinea
17	Mr	Feliciano Mendes	Mendes	Ministerio do Género	Director Geral de Solidariedade Social/ECOW-GEN TAG	Guinea Bissau
18	Mr	Biabe	Siga	Ministerio do Género	Chefe de Repartição da Energias Renováveis	Guinea Bissau
19	Mr	William	Ferreira de Pina Araújo	Ministerio do Género	Chefe de Repartição de Energia na área de Regulação	Guinea Bissau

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
20	Mr	Edward M.	Konneh	Bureau of Alternative Energy Department of Energy, Ministry of Lands, Mines & Energy	Assistant Director/ECOW-GEN TAG	Liberia
21	Mr	Sylvester	Massaquoi	Bureau of Alternative Energy Department of Energy, Ministry of Lands, Mines & Energy	Director of Energy	Liberia
22	Mr	Jeremiah C.	Wilson	Department of Energy/Regulatory Unit	Director of Energy	Liberia
23	Ms	Kaltoumi Aly Beidary	TRAORE	AMADER	ECOW-GEN TAG	Mali
24	Mr	Adama Yoro	Sidibe	Direction Nationale de l'Energie	Deputy Director	Mali
25	Ms	Mariama Hamidou	KOULOUK OYE	Direction des Energies Renouvelables et des Energies Domestique (DERED), Ministere de l'Energie et du Petrole	Ingenieur Energeticienne/ECOW-GEN TAG	Niger
26	Mr	Habi	Moumouni	Ministry of Energy	Director	Niger
27	Mrs	Amina	Aboubacar Sekou Ba	L'Autorite de Regulation du	Representee par le Chef de	Niger

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
				Secteur de l'Energie (ARSE)	Department Juridique	
28	Mr	Samuel Bem	Ayangeaor	Federal Ministry of Power	Asst.Chief Electrical Engineer	Nigeria
29	Mrs	Racheal	Obiniran	Ministry of Power	ECOW-GEN TAG	Nigeria
30	Dr	Abdussalam	Yusuf	Nigerian Electricity Regulatory Commission (NERC)	Head (Renewables and Rural Electrification) Unit	Nigeria
31	Mrs	Alimatu	Koroma	Ministry of Energy	ECOW-GEN TAG	Sierra Leone
32	Mr	Benjamin	Kamara	Ministry of Energy	Director	Sierra Leone
33	Mr	Tamba	Kellie	Electricity and Water Regulatory Commission (EWRC)	Director- General	Sierra Leone
34	Mr	Abbas	Aboulaye	AUTORITE DE REGLEMENTATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE (ARSE) - TOGO	Director Technique	Togo
35	Mrs	Abide	Bataba-Agamah	AUTORITE DE REGLEMENTATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE (ARSE) - TOGO	Chef Service juridique	Togo
36	Mrs	Peace	Adiho	Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET)	ECOW-GEN TAG	Togo

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
ECOWAS Institutions						
37	Dr	Morlaye	Bangoura	ECOWAS Commission	Commissioner for Energy and Mines	Nigeria
38	Dr	Bolanle	Adetoun	ECOWAS Commission/Gender Department	Principal Programme Officer (PPO)-Gender	Nigeria
39	Ms	Elisabeth	Toe	WAPP	Human Resources Officer	Benin
40	Ms	Chafari	Hanawa-Kanya	WAGPA	Legal Expert	Nigeria
41	Mr	Olumuyiwa	Shokunbi	PPDU	Programme Officer	Togo
42	Mr	Oumar	Bangoura	ERERA	Legal Expert	Ghana
43	Ms	Obii	Onuoha	Legal Department	Legal Expert	Nigeria
44	Mr	IBRAHIM BABATUNDE	WILSON	ECOWAS WATER RESOURCES COORDINATION CENTER	DIRECTOR	BURKINA FASO
45	Mr	Bayaornibe	Dabire	Director	ECOWAS Energy Department	Abuja
46	Mr	Koumoin	Arkadius	Programme Officer	ECOWAS Energy Department	Abuja
47	Mr	Mahama	Kappiah	ECREEE	Executive Director	Cabo Verde
48	Ms.	Monica	Maduekwe	ECREEE	Programme coordinator	Cabo Verde
49	Ms	Sandra	Gomes	ECREEE	Admin officer	Cabo Verde

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
50	Ms	Marie	Aliman	ECREEE	Admin officer	Cabo Verde
52	Ms	Bintu	Nambaah	ECREEE	Finance officer	Cabo Verde
Other Institutions						
53	Mrs	Amelie	KABORE / KERE	ESMER - Benin	Lecturer / Faculty Member	Benin
54	Mrs	Anne-Alida Ayele	d'Almeida	Green Energy and Power Efficiency	Energy Solutions Regional Coordinator	Ghana
55	Mrs	Betty	Kyakuwa	East Africa Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (EACREEE)	Gender Expert	Uganda
56	Mrs	Comfort	Agyemfra	Dynamic Women Org.	CEO	Ghana
57	Mrs	Elizabert	Klussey	Dynamic Women Org.	Assistant Secretary	Ghana
58	Mrs	Ellen	Morris	Sustainable Energy Solutions	President	United States
59	Mr	Eric	Amega	kumasi institute of tropical Agriculture	Board member/Head of communication.	Ghana
60	Mr	Eric	Kwabena Agbozo	Defence Against Aids Poverty And Underdevelopment	Chief Executive Officer	Ghana
61	Ms	Ethel	Mensah	Energy Commission	Energy Information Centre Manager	Ghana



No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
62	Mrs	Fatou	Samb	Women leader_Bargny		Senegal
63	Ms	Gabriela	Factor	Community Insights Group	Engineer	Denmark
64	Ms	Gloria	Kpo	Relive Ghana	Coordinator	Ghana
65	Mrs	Grace	Ogolo	Women in Cleantech and Eco-innovation Initiative	Chairwoman/Chief Executive Officer	Nigeria
66	Ms	Hellena	Buabeng	DSTC Solar Training Centre	General Manager	Ghana
67	Mrs	Ifey	Ikeonu	Ecogreen	Executive Director	Ghana
68	Ms	Ihuoma Pauline	Asiabaka	Institute of Women, Gender and Development and Development Studies	Professor	Nigeria
69	Mrs	Josephine	Naake	Ghana News Agency	Editor	Ghana
70	Mr	Kenneth	Amoateng	Abibiman Foundation	CEO	Ghana
71	Mr	Kudakwashe	Ndhlukula	SADC Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (SACREEE)	Executive Director	Namibia
72	Mrs	Lily-Versta	Nyarko	Ghana Alliance For Clean Cookstoves	SECRETARY	GHANA
73	Mrs	Lizzy	Igbine	Nigerian women agro allied farmerd holdings	Team Lead.	Nigerian
74	Mr	Louis	SECK	Energy 4 Impact	Country Manager	Senegal

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
75	Ms	Elizabirth	Mensah	Grass To Grace Foundation	Coordinator	Ghana
76	Ms	Mariam	Mintan	Grass To Grace Foundation	CEO	Ghana
77	Mrs	Regina	Amadi	Other Half Women Empowerment Initiative	CEO	Nigeria
78	Ms	Sabina Anokye	Mensah	Anomena Ventures	Chief Executive Officer	Ghana
79	Mr	Samuel	Annan	Foundation For Future Worker International (FFCWI)	Project Director	Ghana
80	Mr	Samuel	Saunders	Sullivan & Cromwell LLP	Associate Lawyer	UK
81	Mrs	Veyrl	Adell	East Africa Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (EACREEE)	Gender Expert	Uganda
82	Mrs	Victoria	Healey	NREL	Project Manager	USA
83	Ms	Yaye Khady	Lo	Energy 4 Impact	Field Office-Business Mentoring	Senegal
84	Mr	Saliou	Gueye	Action Solidaire International	Lawyer	Senegal
85	Mr	Peter	Moadin	CEEP	Researcher	Ghana
86	Mr	Kojo	Aidoo	Growth Initiative	Member	Ghana
87	Ms	Juliana	Fianko	Grass to grace organization	Member	Ghana
88	Ms	Candia	Atiga Anefi	Relive Ghana	Member	Ghana

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
89	Ms	Genevieve	Ablorh	Grass to Grace Foundation	Member	Ghana
90	Mrs	Maria	Perez	Embassy of Spain	Representative of the Ambassador, Her Excellency, Mrs. Maria Alonso	Ghana
91	Mr	Kwame	Antwi	Kandames Co ltd	General Manager	Ghana
92	Mr	Joseph	Wamakor	The Light Foundation	Member	Ghana & Togo
93	Mr	Jospeh S.	Kwashie	Community and family Aid foundation (CAFAF)	Founder/ED	Ghana
94	Mr	Emmanuel	Moteng	USAID West Africa	Senior Energy Advisor	Ghana
95	Mr	Alex	Deprez	USAID West Africa	Regional Director for West Africa	
96	Mr	Joseph	Kofi Amoabeng	Environmental Remediation Contractor	Project Coordinator	Ghana
97	Mr	Prince	Sintim	Deng ltd	Sales Engineer	Ghana
98	Ms	Rosetti	Hayford	Community and family Aid foundation (CAFAF)	Member	Ghana
99	Ms	Lovans	Owusu Takyi	ISEES	Director	Ghana
100	Mr	Emmanuel	Sekor	REM Law Consulting	Consultant	Ghana
101	Mr	Isaac	Ampumah	Concern Health	Member	Ghana
102	Mr	Prince	Senyo	TV3	Media	Ghana

No.	Title	First Name	Last Name	Organization	Position	Country
103	Mr	Redwan	Mohamed	TV3	Media	Ghana
104	Mr	Ahenkan	Princeton	UTV	Media	Ghana
105	Mr	Ernest	Adjei	UTV	Media	Ghana
106	Ms	Clara	Mensah	GTV	Media	Ghana
107	Mr	Emmanuel	Adams	GTV	Media	Ghana
108	Mr	Raphael	Agbodzi	GTV	Media	Ghana
109	Mr	Ebo	Hawksah	Citines	Media	Ghana
110	Mr	Duke Mensha	Opoku	CitineWS	Media	Ghana
111	Mr	Dominic M.	Awmah	Graphic	Media	Ghana
112	Mr	Willberforce	Asae	GH one	Media	Ghana
113	Mr	Audu	Ntiamoah	GH one	Media	Ghana
114	Ms	Leslie	McCartay	FTV	Media	Ghana

ANNEXE B – ORDRE DU JOUR DE L'ATELIER

Programme de travail	
8 h 30	<p>Jour 1 26 juin 2017 Enregistrement des participants</p>
Séance d'ouverture	
9 h 00	<p>Remarques de bienvenue:</p> <ul style="list-style-type: none"> • ECREEE, M. Mahama Kappiah • NREL, Mme Victoria Healey • Power Africa, M. Alex Deprez <p>Discours d'ouverture par:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Commissaire de l'Énergie et des Mines de la CEDEAO, M. Morlaye Bangoura • L'Ambassadeur d'Espagne du Ghana, Son Excellence Maria Alonso • Le Ministre de l'Énergie, République du Ghana, l'honorable Boakye Kyeremateng Agyarko
10 h 30	<p><i>Photo de groupe</i> <i>Pause café</i></p>
<p>La mise en scène Animateur: Dr Bolanle Adetoun, Département de genre de la CEDEAO</p>	
11 h 00	<p>Élection du Bureau</p> <p>Introduction de l'atelier: portée, objectifs et résultats</p> <p>Mme Monica Maduekwe, ECREEE</p>
<p>Atelier de formation Évaluations de genre dans le secteur de l'énergie: pourquoi, quoi, comment? Animateur: Dr Bolanle Adetoun, Département de genre de la CEDEAO</p>	
11 h 30	<p>Formation sur les évaluations de genre dans le secteur de l'énergie: pourquoi, quoi, comment?</p> <p>Mme Gabriela Factor, Groupe d'idées communautaire (Community Insights Group)</p>
<i>Questions et discussions</i>	
13 h 00	<i>Déjeuner</i>
14 h 30	<p>Formation sur les évaluations de genre dans le secteur de l'énergie: pourquoi, quoi, comment?</p> <p>Mme Gabriela Factor, Groupe d'idées communautaire (Community Insights Group)</p>
<i>Questions et discussions</i>	
15 h 45	<i>Pause café</i>
<p>Présentation du rapport d'étude du contexte Animateur: Dr Bolanle Adetoun, Département de genre de la CEDEAO</p>	
16 h 00	<p>Présentation du rapport d'étude de référence pour la directive de la CEDEAO sur les évaluations du genre dans les projets énergétiques</p>

	Dr. Ellen Morris, Sustainable Energy Solutions (l'énergie durable) (SES)
	<i>Questions et discussions</i>
17 h 00	<i>Fin de la journée</i>

ANNEXE C – OBSERVATIONS FAITES PAR LES PARTICIPANTS

1. M. Bare Ouro de l'Autorité de réglementation de l'électricité du Bénin a soutenu que l'article 10 relatif aux clauses sur les exemptions constitue une menace sérieuse pour la réalisation des évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques du moment que les autorités pourraient avoir tendance à négliger les évaluations sexospécifiques dans les études de projets. Il a ajouté que les évaluations sexospécifiques tout comme les études environnementales devraient être obligatoires et que cela permettrait à la Directive d'être prise au sérieux. Après concertation, il a été décidé de supprimer les clauses sur les exemptions.
2. Dr Bolanle Adetoun, Administrateur principal des programmes au sein du Département des affaires sociales et du genre de la CEDEAO a souligné la nécessité d'élaborer un manuel de mise en œuvre détaillé ainsi qu'un manuel de formation pour soutenir les pays dans la mise en œuvre de la Directive. Ce point de vue a été partagé par plusieurs autres participants parmi lesquels M. Amine Bitayo Kaffo, Directeur général de l'énergie dans le Ministère de l'Energie et de l'eau du Bénin, qui a suggéré que des ateliers nationaux de formation devraient être organisés dans chaque État membre. Il a indiqué que l'atelier constituera une plateforme permettant de présenter la Directive aux acteurs nationaux concernés et d'initier ces derniers à sa mise en œuvre.
3. Par ailleurs, M. Kaffo a vivement souligné l'importance pour les participants de l'atelier de soumettre, au sortir de la rencontre, un plan d'action de mise en œuvre de la Directive avant même que cette dernière ne soit présentée aux ministres de l'Énergie de la CEDEAO. Ce point de vue a été appuyé par M. Louis Seck de Energy4Impact.
4. Conformément aux recommandations formulées par le Dr Adetoun et M. Kaffo, le CERECC a élaboré un Plan d'action pour la mise en œuvre de la Directive. Les grandes lignes du Plan d'action sont: les activités pour le renforcement du cadre institutionnel, la création du cadre juridique et réglementaire au niveau national et d'un cadre opérationnel viable pour le déroulement des activités, la mise en place d'un comité technique au niveau national, l'organisation de séances de formation au niveau national et régional et le développement des capacités des autorités compétentes.
5. M. Shokunbi Olumuyiwa de la PPDU se référant à l'article 12 (Responsabilités des Institutions de la CEDEAO) a fait remarquer que les projets mis en œuvre par l'Unité vont au-delà du secteur énergétique alors que la Directive ne s'applique qu'aux projets énergétiques. En guise de réponse, M. Mahama Kappiah a fait savoir que l'idéal aurait été que la Directive englobe tous les domaines liés au développement des infrastructures, ajoutant cependant que cela nécessiterait davantage de temps. Il a mentionné que la Directive sur les évaluations sexospécifiques dans les projets énergétiques pourrait toujours servir de modèle aux autres secteurs et que c'est la raison pour laquelle le CERECC a invité le PPDU, le Département genre de la CEDEAO, le Département juridique de la CEDEAO, le Centre de coordination des ressources en eau de la CEDEAO et d'autres entités intervenant dans d'autres secteurs d'infrastructures.

6. Concernant l'article 15. 1, certains participants étaient d'avis que les autorités déjà existantes devraient être chargées de la mise en œuvre de la Directive et que l'énoncé n'était pas nécessaire. Toutefois, après concertation, il a été convenu que le paragraphe donne aux États membres la liberté de manifester leur droit souverain en continuant de travailler avec la même agence ou d'en créer une autre.
7. M. Tamba Kellie a suggéré que l'article 19 soit intitulé "Examen judiciaire et recours", ce qui a été accepté par le groupe. En outre, le groupe a convenu de la suppression de l'article sur le conflit de lois.
8. Mme Judith Oppong- Tawiah de la Commission Énergie du Ghana a souligné que l'article 22 devrait définir les délais précis pour le dépôt des rapports annuels rédigés par les États membres. Une suggestion approuvée par l'ensemble des participants. Mme Kappiah a fait remarquer que pour satisfaire aux exigences de la Réunion du Conseil des ministres qui se tient chaque année au mois de juin, les États membres devraient déposer leur rapport à la fin de chaque premier trimestre de l'année.
9. Puisque la Directive répondra aux besoins des filles, des garçons et des personnes vulnérables et marginalisées, il a été convenu que cette catégorie de personnes devrait être davantage mentionnée dans le document.
10. M. Oumar Bangoura, de l'Autorité régionale de régulation du secteur de l'électricité de la CEDEAO (ARREC) s'est dit inquiet de l'objectif fixé à deux ans pour la mise en œuvre de la Directive, après son entrée en vigueur. Il a souligné que les résultats des expériences passées n'étaient pas concluants. Cependant, il a été convenu que des délais précis sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre de la Directive et qu'un Plan d'action devrait permettre aux pays de répondre aux exigences nécessaires.
11. Des commentaires ont été faits en vue de revoir et d'améliorer la traduction en français.